

Brochure n° 3205

**Convention collective nationale**

IDCC : 2543. – **CABINETS OU ENTREPRISES  
DE GÉOMÈTRES-EXPERTS, GÉOMÈTRES-TOPOGRAPHES,  
PHOTOGRAMMÈTRES ET EXPERTS FONCIERS**

---

AVENANT N° 1 DU 9 JANVIER 2007  
PORTANT DIVERSES MODIFICATIONS À LA CONVENTION  
NOR : ASET0750658M  
IDCC : 2543

---

Entre :

L'union nationale des géomètres-experts ;

Le syndicat national des entreprises de photogrammétrie et d'imagerie  
métrique ;

La chambre syndicale nationale des géomètres-topographes,

D'une part, et

La FNCB CFDT-SYNATPAU ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il est convenu du présent accord technique à la convention collective du  
13 octobre 2005.

**PRÉAMBULE**

L'arrêté d'extension de la convention collective du 24 juillet 2006 ayant  
exclu de l'extension ou fait des réserves sur certaines dispositions conven-  
tionnelles, il est apparu opportun aux signataires d'essayer d'améliorer la  
lisibilité du texte conventionnel par un avenant technique.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Les dispositions de la convention collective sont ainsi modifiées*

A l'article 2.1.1, suppression du membre de phrase « au niveau national  
ou reconnu comme tel ».

A l'article 2.2 et 2.2.1, même suppression.

A l'article 2.6.1, le 1<sup>er</sup> alinéa est remplacé par le texte suivant : « En matière de salaires minima, de classifications, de garanties collectives mentionnées à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale et de mutualisation des fonds recueillis au titre du livre IX du code du travail, une convention ou un accord d'entreprise ne peuvent comporter de clauses dérogeant à celles de la présente convention, des accords professionnels ou interprofessionnels. »

A l'article 3.3.2, modifier ainsi le sous-article 2 : rajouter en fin de 2<sup>e</sup> paragraphe dudit sous-article, après le mot « cabinet », les mots « devenus disponibles et compatibles avec leur qualification » ; mentionner au 3<sup>e</sup> alinéa « chaque » au lieu de « la » « proposition » ; *idem* dans le 5<sup>e</sup> alinéa ; à la fin du 4<sup>e</sup> alinéa, rajouter « de recruter dans ce poste ».

A l'article 3.4.2, supprimer « hors période d'essai ».

A l'article 4.1.2, supprimer les mots « en dehors des activités sportives ».

A l'article 5.2.2, supprimer le mot « recommandé » et le remplacer par « il sera tenu compte de la situation familiale et des usages en application de l'article L. 223-7 du code du travail ».

A l'article 5.5, rajouter après les mots « emploi similaire » la locution « assorti d'une rémunération au moins équivalente ».

A l'article 8.2.4, suppression dans la parenthèse des mots « allocation de formation ».

A l'article 8.5, suppression du membre de phrase « et complétée par l'OPCA (...) CPNEFP ».

Les articles 8.6.1 et 8.6.2 sont modifiés comme suit :

#### Article 8.6.1

##### *Entreprises ou cabinets ayant un effectif inférieur à 10 salariés*

Ces entreprises ou cabinets, dans le respect du taux global de contribution de la formation professionnelle fixé à 1,2 % de la masse salariale annuelle brute des salaires versés l'année précédente, versent à l'OPCA-PL :

- au titre du plan de formation, 0,58 % de la masse salariale annuelle ;
- au titre de la professionnalisation, 0,62 % de ladite masse dont 0,10 % au maximum au titre du DIF et 0,12 % au maximum au titre de l'apprentissage.

#### Article 8.6.2

##### *Entreprises ayant un effectif égal ou supérieur à 10 et inférieur à 20 salariés*

En tenant compte de l'exonération de 0,20 % CIF prévue par l'ordonnance du 2 août 2005, elles ont un taux de contribution global fixé à 1,60 %.

Elle est versée à l'OPCA-PL à raison de :

- au titre de la professionnalisation, 0,60 % dont 0,10 % au maximum au titre du DIF et 0,12 % au maximum au titre de l'apprentissage ;

- au titre du plan de formation, 0,99 %, soit 0,54 % pour les formations prioritaires de la branche et 0,45 % pour les autres formations à l’initiative de l’entreprise.

Le solde de 0,01 %, s’il ne fait pas l’objet d’une utilisation directe par l’entreprise pour une action de formation, sera reversé à un organisme collecteur habilité.

#### Article 8.6.3

##### *Entreprises ayant un effectif égal ou supérieur à 20 salariés*

Dans le respect du taux global de contribution à la formation professionnelle fixé à 1,60 % de la masse salariale brute, elle est versée à l’OPCA-PL à raison de :

- au titre de la professionnalisation, 0,55 % dont 0,10 % au maximum au titre du DIF et 0,12 % au maximum au titre de l’apprentissage ;
- au titre du plan de formation, 0,85 %, soit 0,44 % pour les formations prioritaires de la branche et 0,40 % pour les autres formations à l’initiative de l’entreprise ;
- au titre du congé individuel de formation, 0,2 % versé au FONGECIF.

Le solde de 0,01 %, s’il ne fait pas l’objet d’une utilisation directe de l’entreprise pour une action de formation, sera reversé à un organisme collecteur habilité.

#### Article 8.6.4

##### *Neutralisation des franchiseements des seuils de 10 et 20 salariés*

Les taux de contribution fixés par le présent avenant sont applicables dès le 1<sup>er</sup> jour de la 1<sup>re</sup> année suivant le franchiseement des seuils ci-dessus appréciés selon les dispositions légales.

Modifier la numérotation : l’article 8.1.1 devient l’article 8.11 ; l’article 8.1.2. devient l’article 8.12 et le dernier article du titre, l’article 8.13.

A l’article 8.11.3, supprimer au 1<sup>er</sup> tiret les 2 mots « ou d’apprentissage ».

A l’article 9.3.8, modifier l’article comme suit : « les heures effectuées au-delà de 1 607 heures sur l’année, à l’exclusion de celles dépassant le plafond fixé à l’article 9.3.5, constituent des heures supplémentaires. Les heures excédentaires s’imputant sur le contingent... (le reste sans changement) ».

A l’article 9.3.9, rajouter à la fin du 1<sup>er</sup> alinéa : « En cas de rupture du contrat pour motif économique intervenant après ou pendant une période de modulation, le salarié conserve le supplément de rémunération qu’il a, le cas échéant, perçu par rapport au nombre d’heures effectivement travaillées. »

A l’article 9.7, suppression de la dernière phrase de l’avant-dernier alinéa : « Dans cette hypothèse (...) 3 jours » et rédaction de la première comme suit : « l’interruption pourra être supérieure à 2 heures entraînant une répartition de la durée du travail sur 4 jours avec l’accord du salarié ».

Remplacement du 1/3 prévu au 5<sup>e</sup> alinéa par le 1/10.

Le dernier alinéa de l'article 9.7 est supprimé.

L'article 10.3.1, 1<sup>er</sup> alinéa, est modifié comme suit : « Le contrat de travail à durée indéterminée indiquera ».

A l'article 10.9, remplacer la locution « pour la part affectée (...) sociale » par les mots « pour la part affectée par priorité à la couverture d'avantages en cas de décès... ».

En fin de 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 12.4.2.2 sera ajouté : « Elle fera l'objet d'une comptabilité distincte. »

La numérotation des 3 articles du texte 11 est modifiée pour devenir 11.1, etc.

## **Article 2**

Les formalités de dépôt et de publicité seront effectuées à la diligence de la délégation patronale qui engagera également la procédure d'extension dès l'expiration du délai d'opposition.

Cet accord sera alors déposé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris et à la direction générale du travail.

Fait à Paris, le 9 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)